



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : [communistes.hebdo@wanadoo.fr](mailto:communistes.hebdo@wanadoo.fr)

E'mail : [communistes2@wanadoo.fr](mailto:communistes2@wanadoo.fr)

10/04/2020

## ***Résumé des questions économiques et sociales*** ***Semaine du 6 au 10 avril 2020.***

### France.

#### Luttes.

Commerce. Après deux nouveaux décès de caissières et un dans les services de sécurité et plusieurs centaines de salariés contaminés et devant le refus apporté par les directions au droit de retrait la fédération CGT appelle à la grève à compter du 8.04.

Santé et Equipement. Les fédérations CGT ont déposé des préavis de grève pour avril et mai face à l'absence persistante des moyens de protections pour les salariés. Cela a entraîné des réactions haineuses de la part des journaux « l'Opinion » et « Challenge » au nom des sacrifices à faire face à la pandémie. La santé et la vie des salariés ne sont pas leurs préoccupations.

Jacquet (agroalimentaire, filiale de Limagrain, Brossard, Puy de Dôme) Grève les 9 et 10.04 pour la sécurité au travail et contre les cadences infernales de travail pour faire face à la demande.

Fonctionnaires. Le ministre et la haute administration viennent de préciser de manière restrictive les conditions du droit de retrait dans la fonction publique. C'est le supérieur hiérarchique qui décidera si celui-ci s'applique ou non. Dans le cas où le fonctionnaire passerait outre à un refus les sanctions allant de la retenue financière à la révocation sont envisagées. Un encouragement donné au patronat pour qu'il adopte la même attitude.

Accord. L'UIMM et la CFDT, FO, CGC ont signé un accord sur les congés 2020-21. Il s'agit d'un accord de branche qui renvoie à la « négociation » dans les entreprises sur la base des ordonnances qui privent les salariés de disposer librement d'une semaine de congé ainsi que des RTT. Comme le déclare P. Poirier secrétaire confédéral de la CFDT à propos du « dialogue social » aujourd'hui celui-ci a *besoin d'un fonctionnement en bonne intelligence.* C'est fait.

L'accord se félicite de la reprise d'activité dans la métallurgie qui est passée de 30 à 50% des capacités de production.

Un accord vient d'être signé chez Michelin par la CFDT, Sud, la CGC qui permet à la direction d'aligner le congé maladie pour garde d'enfant sur ceux du chômage partiel à savoir la perte pour les salariés de cinq jours de congé annuel et de cinq RTT.

D'autres entreprises telles Legrand refusent au maximum les arrêts de production où annoncent comme Renault des semaines de 60 heures pour le mois d'août.

Un des fidèles idéologues du capital, X. Fontanet professeur à HEC avance encore plus loin. Dans « les Echos » (9.04) sous le titre *Et si nous repensions le contrat de travail* il propose un CDI à temps variable allant de 28 h/ semaine à 45 h. avec comme compensation de cette flexibilité *un intéressement musclé soit pour ceux qui veulent aller plus loin dans l'association du capital et du travail une distribution régulière*

*d'actions*. Outre que le salarié est au seul service de l'intérêt patronal, il est proposé l'achat d'actions au moment où la bourse s'effondre, une carotte pour faire avancer l'âne.

Economie. La facture économique engendrée par la pandémie s'alourdit de jour en jour. Le compte exact ne sera connu que lorsque la crise sanitaire sera terminée. Pour l'instant certains experts la prévoient à 150 Mds d'euros, insupportable pour la France en raison de son endettement. Ils préconisent de faire appel à l'UE et à la BCE pour trouver les ressources nécessaires ce qui a été entendu avec l'annonce lors de la réunion des ministres des finances le 9 avril de l'ouverture d'un crédit de 500 Mds. Une annonce indispensable pour redonner une certaine crédibilité sur le rôle de l'UE face aux opinions publiques. Par contre, aucun compromis n'a été trouvé sur la demande de la France et d'autres pays sur la mutualisation des dettes face à l'opposition de la Hollande, la Finlande, l'Autriche et dans une moindre mesure de l'Allemagne ce qui conduit à des tensions politiques au sein de l'UE.

De son côté la Banque de France estime que l'activité a baissé de 6% au premier trimestre, après une baisse de 0,1 au quatrième de 2019.

La campagne menée par le pouvoir sur les suites de la crise reflète sans doute la réalité de la situation économique mais elle vise surtout à préparer les esprits aux nouveaux sacrifices qui vont être demandés au peuple pour « sauver l'économie ». La formule de B Lemaire *la pire récession depuis la deuxième guerre mondiale* est une fausse comparaison. L'économie mondiale d'aujourd'hui est intacte alors qu'elle était ravagée en 1945.

Le chômage partiel touche plus de 6 millions de salariés en France le 7.04. Son coût pourrait se monter à 20 Mds.

Air France va demander aux gouvernements français et hollandais une aide de plusieurs milliards. Europcar (location de voitures) également en difficulté à la suite des confinements dans des pays où il est présent négocie une aide spéciale de l'Etat.

Airbus. Annonce la réduction de sa production d'un tiers. En conséquence Airbus va travailler avec *les partenaires sociaux pour définir les mesures sociales les plus appropriées pour s'adapter à cette situation nouvelle et en évolution*. L'annonce que les salariés vont payer la note est joliment formulée.

Emploi. Le nombre des offres d'emploi auprès de Pôle emploi a chuté de 143.000 en un mois.

Caisse des Dépôts. Le résultat courant est passé de 1,5 Md en 2018 à 679 millions en 2019 ce qui ne va pas l'empêcher de verser 1,4 Md à l'Etat. Son portefeuille d'actions qui se monte à 38 Mds va subir la baisse de la bourse.

## **Monde.**

Grèce. La pandémie fait la démonstration partout dans le monde du délabrement des systèmes de santé. C'est particulièrement le cas de la Grèce victime de la politique d'austérité qui lui a été imposée par le capitalisme européen et international. Devant l'impossibilité de faire face aux besoins les médecins et personnels de santé ont manifesté le 7.04 pour avoir les moyens de soigner.

Chômage. Il continue à progresser. Près de 7 millions supplémentaires aux USA cette semaine, 2,3 millions supplémentaires au Canada, 950.000 en Grande Bretagne.

En Turquie, Maroc, Algérie, Tunisie aucun chiffre n'est disponible mais l'ensemble des syndicats de ces pays demandent -sans appeler à l'action- à leurs gouvernements respectifs des mesures sociales pour atténuer l'impact du chômage.

Il est possible de se faire une idée de la suite de telles demandes au vu de la signature entre le patronat et les confédérations marocaines qui s'engagent à *travailler main dans la main*.

L'OIT dans une étude évalue une perte de 6,7% des heures travaillées au deuxième semestre ce qui représente 230 millions de travailleurs sur la base de 40 h par semaine. Ces chiffres ne tiennent pas compte de « l'économie informelle » qui pourtant en Inde et en Afrique est l'essentiel de l'activité économique de centaines de millions de travailleurs (hommes, femmes, enfants)